

TRADUCTION

F. 97 — 1137

[C - 97/35658]

22 AVRIL 1997. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 mars 1995 fixant la liste des biens immeubles qui sont attribués à la Commission communautaire flamande par la Communauté flamande

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 1^{er} juin 1994 réglant le transfert de biens meubles et immeubles de la Communauté flamande à la Commission communautaire flamande, notamment l'article 2, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 mars 1995 fixant la liste des biens immeubles qui sont attribués à la Commission communautaire flamande par la Communauté flamande;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 18 octobre 1996;

Vu l'accord du Ministre flamand ayant le budget dans ses attributions, donné le 19 mars 1997;

Sur la proposition du Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale et du Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. L'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 mars 1995 fixant la liste des biens immeubles qui sont attribués à la Commission communautaire flamande par la Communauté flamande, est modifiée comme suit :

1° Aux mots "-Gemeenschapscentrum", rue De Wand 14, à Bruxelles (Laeken), cadastré à Bruxelles, 18e division, Section A 269 V2, pour 97 ca;," les mots "et Section A 269 W2, pour 05 a 08 ca;" sont ajoutés.

2° Les mots "-Gemeenschapscentrum, rue Gallait 76, 78/80, 82, 84 et 86, à Schaerbeek, cadastré Section E, n^{os} 55 M 2, 55 F 3, 55 G 3, 56 W 3 et 56 F 4, pour...," à l'exception de la partie localement connue comme...;" et les mots "-rue Vanderlinden 44, 46 et 48, à Schaerbeek, cadastré Section E, n^{os} 52 S 11, 55 H 3 et 52 K 10, pour...;" sont remplacés par les mots suivants :« -Gemeenschapscentrum, rue Gallait 80, 82, 84 et 86 et rue Vanderlinden 44, 46 et 48, à Schaerbeek, cadastré, à Schaerbeek, 10e division, Section E, n^{os} 66 X 4 (partie), 56 F 4, 56 W 3, 55 G 3, 55 F 3 (partie) et 55 H 3 (partie), 52 R 10 et 52 S 11, pour 43 a 26 ca, comme indiqué au plan G/B/1030/09 de la Division des Bâtiments du Ministère de la Communauté flamande du 2 mai 1996. ».**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.**Art. 3.** Le Ministre flamand ayant le patrimoine immobilier dans ses attributions et le Ministre flamand ayant la culture dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 avril 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,

L. MARTENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 97 — 1138

[S - C - 97/29214]

3 DECEMBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les allocations des directeurs de catégorie et des directeurs-présidents des Hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1^{er}, modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986, et par le décret du 27 décembre 1993;

Vu le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de l'Etat désignés provisoirement à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion;

Vu le protocole du 25/10/96 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics, provinciaux et locaux, section II, réunis conjointement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 1^{er} octobre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 7 octobre 1996;

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il y a lieu de prévoir les allocations à octroyer aux Directeurs de catégorie et aux Directeurs-Présidents qui fonctionnent depuis la restructuration de l'enseignement supérieur en Hautes écoles le 1^{er} septembre 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 14 novembre 1996, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996,

Arrête :

Article 1^{er}. Un article *4bis* rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de l'Etat désignés provisoirement à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion;

« Article *4bis* : Le Directeur de catégorie désigné ou nommé, selon le cas, dans le respect des articles 15 et 16 du décret du 25 juillet 1996 de la Communauté française relatif aux charges et emplois des Hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, bénéficie d'une allocation pendant la durée de son mandat.

Le montant de cette allocation est constitué par la différence entre, d'une part l'échelle de fonction 475 du directeur telle que visée dans le chapitre E de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles de fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, et d'autre part l'échelle de la fonction de rang 1 ou de rang 2 pour laquelle il a fait l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif avant son mandat de Directeur de catégorie.

Par dérogation à l'alinéa 2, lorsque le membre du personnel bénéficiait, avant son mandat de Directeur de catégorie, d'une échelle barémique plus élevée que l'échelle de fonction 475, le montant de l'allocation est constitué par la différence entre d'une part l'échelle de fonction 450 du Directeur-adjoint telle que visée dans le chapitre F de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles de fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, et d'autre part l'échelle de la fonction de rang 1 ou de rang 2 pour laquelle il a fait l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif avant son mandat de Directeur de catégorie.

Lorsque le membre du personnel est nommé ou engagé à titre définitif dans plusieurs fonctions de rang 1 ou de rang 2, il y a lieu, pour la fixation de l'allocation visée selon les cas aux alinéas 2 ou 3, de prendre en considération la fonction à laquelle correspond l'échelle barémique la plus élevée. »

Art. 2. Un article 4 ter rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 4ter : Le Directeur-Président désigné dans le respect des articles 15 et 16 du décret du 25 juillet 1996 de la Communauté française relatif aux charges et emplois des Hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française bénéficie d'une allocation pendant la durée de son mandat.

Le montant de cette allocation est constitué par la différence qui existe entre, d'une part l'échelle de fonction 480 telle que visée dans le chapitre F de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, et d'autre part l'échelle de la fonction pour laquelle il a fait l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif avant son mandat de Directeur-Président.

Lorsque le membre du personnel est nommé ou engagé à titre définitif dans plusieurs fonctions, il y a lieu de prendre en considération la fonction à laquelle correspond l'échelle barémique la plus élevée. »

Art. 3. Un article *4quater* rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article *4quater* : Le membre du personnel qui, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, était nommé ou engagé à titre définitif à la fonction de sous-directeur, de directeur dans l'enseignement supérieur non universitaire des premier et deuxième degrés ou de directeur-adjoint, de directeur dans l'enseignement supérieur non universitaire du troisième degré telles que visées dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, bénéficie de la situation la plus favorable, soit l'échelle correspondant à son engagement ou sa nomination à titre définitif, soit le traitement relatif à un mandat de Directeur de catégorie ou de Directeur-Président tels que visés aux articles *4bis* et *4ter* du présent arrêté.

Le Directeur de catégorie qui est en outre désigné Directeur-Président bénéficie de l'allocation visée à l'article *4ter*. »

Art. 4. Le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 1996.

Bruxelles, le 3 décembre 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
du Sport et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 1138

[S - C - 97/29214]

3 DECEMBER 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vastlegging van de toelagen van de categoriële directeurs en directeurs-voorzitters van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten d.d. 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, bij het koninklijk besluit nr 456 d.d. 10 september 1986 en bij het decreet d.d. 27 december 1993;

Gelet op het decreet d.d. 25 juli 1996 betreffende de opdrachten, en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 13 juli 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het rijksonderwijs die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt;

Gelet op het protocol d.d. 25 oktober 1996 van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en lokale overheidsdiensten, afdeling II, die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 1 oktober 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 7 oktober 1996;

Gelet op de dringende noodzaak om toelagen toe te kennen aan de categoriële directeurs en de directeurs-voorzitters die sinds de herstructurering van het hoger onderwijs in Hogescholen op 1 september 1996 fungeren;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 14 november 1996, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid en van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 2 december 1996,

Besluit :

Artikel 1. Een artikel *4bis*, dat luidt als volgt, wordt ingelast in het koninklijk besluit d.d. 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het rijksonderwijs die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt :

« Artikel *4bis* : De categoriële directeur aangesteld of vast benoemd, volgens het geval, met inachtneming van de artikelen 15 en 16 van het decreet d.d. 25 juli 1996 van de Franse Gemeenschap betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, geniet een toelage tijdens de duur van zijn mandaat.

Het bedrag van deze toelage bestaat uit het verschil tussen enerzijds de ambtsschaal 475 van directeur, zoals bedoeld in Hoofdstuk E van het koninklijk besluit d.d. 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen, en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het afstandsonderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, en anderzijds de ambtsschaal van rang 1 of rang 2 waarvoor hij het voorwerp is geweest van een benoeming of een aanwerving in vast verband voor zijn mandaat van categoriële directeur. Wanneer het personeelslid in verschillende ambten van rang 1 of rang 2 benoemd of in vast verband aangeworven werd, dient voor de vaststelling van de volgens de gevallen in lid 2 of lid 3 bedoelde toelage het ambt waarmee de hoogste weddeschaal overeenstemt in aanmerking te worden genomen. »

Art. 2. Een artikel *4ter* dat luidt als volgt, wordt in hetzelfde artikel ingelast :

« Artikel *4ter* : De directeur-voorzitter die met inachtneming van de artikelen 15 en 16 van het decreet d.d. 25 juli 1996 van de Franse Gemeenschap betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, geniet het voordeel van een toelage tijdens de duur van zijn mandaat.

Het bedrag van deze toelage bestaat uit het verschil dat bestaat tussen enerzijds de ambtsschaal 480 zoals bedoeld in hoofdstuk F van bovenvermeld koninklijk besluit d.d. 27 juni 1974, en anderzijds de ambtsschaal waarvoor hij het voorwerp is geweest van een vaste benoeming of een aanwerving in vast verband voor zijn mandaat van directeur-voorzitter.

Wanneer het personeelslid benoemd of aangeworven is in vast verband in verschillende ambten dient het ambt waarmee de hoogste weddeschaal overeenstemt in aanmerking te worden genomen”.

Art. 3. Een artikel *4quater* dat luidt als volgt, wordt in hetzelfde artikel ingelast :

« Artikel *4quater* : Het personeelslid dat voor de inwerkingtreding van dit besluit, in vast verband aangeworven of vast benoemd werd tot het ambt van onderdirecteur, directeur in het niet-universitair hoger onderwijs van de eerste en tweede graad of tot adjunct-directeur, directeur in het niet-universitair hoger onderwijs van de derde graad zoals bedoeld in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, geniet de gunstigste toestand, ofwel de schaal die overeenstemt met zijn aanwerving of benoeming in vast verband, ofwel de wedde die betrekking heeft op een mandaat van categoriële directeur of directeur-voorzitter zoals bedoeld in de artikelen *4bis* en *4ter* van dit besluit. De categoriële directeur die bovendien wordt aangesteld als directeur-voorzitter, geniet de in artikel 4 ter bedoelde toelage. »

Art. 4. De Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 1996.

Brussel, 3 december 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs,
Audio-visuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX.

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE



F. 97 — 1139

[S - C - 97/29184]

24 MARS 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française rendant obligatoire la décision du 4 novembre 1996 de la commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné relative aux critères à retenir en cas de désignation de temporaires prioritaires ou d'accès à la nomination à titre définitif

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné tel que modifié par les décrets des 10 avril 1995 et 25 juillet 1996, notamment l'article 86;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 portant création des commissions paritaires dans l'enseignement officiel subventionné;

Vu la demande de la commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné;

Sur proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 10 mars 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la décision du 4 novembre 1996 de la commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné relative aux critères à retenir en cas de désignation de temporaires prioritaires ou d'accès à la nomination à titre définitif et libellée comme suit :

« Quand, en cas de désignation de temporaires prioritaires ou d'accès à la nomination à titre définitif, les candidats ont une égalité de service absolue, les critères suivants seront utilisés pour départager les candidats :

- l'ancienneté de fonction;
- en cas d'ancienneté de fonction égale, l'âge;
- en cas d'âge équivalent, l'année du diplôme qui conduit à la fonction. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 3. Madame la Ministre-Présidente qui a dans ses attributions le statut des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 mars 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 97 — 1139

[S - C - 97/29184]

24 MAART 1997. — Besluit van de Franse Gemeenschap dat de beslissing bindend maakt die op 4 november 1996 genomen werd door de centrale paritaire commissie in verband met de in acht te nemen criteria bij aanstelling van prioritaire tijdelijke leerkrachten of de toegang tot een vaste benoeming

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet d.d. 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, zoals gewijzigd bij de decreten d.d. 10 april 1995 en 25 juli 1996, inz. artikel 86;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 19 mei 1995 houdende oprichting van paritaire commissies in het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op de vraag van de centrale paritaire commissie van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid;